

Sommet Mondial des Défenseur.e.s des Droits Humains 2018



Dossier de **presse**



“ En l’espace de vingt ans, le monde qui a vu naître la Déclaration sur les défenseurs des droits de l’homme a profondément changé. Pourtant, et le rapporteur spécial le constate au quotidien, les espoirs que ce texte avait suscités restent intacts. Il en va de même pour les aspirations légitimes de millions de personnes : vivre dans une société plus libre, plus juste, plus égalitaire, où chaque personne aurait la possibilité de jouir de ses droits fondamentaux. Celles et ceux qui se battent pour que cette espérance devienne une réalité devraient être reconnus comme les héros de notre temps. ”

Rapport du rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l’homme
Assemblée générale des Nations unies, 23 janvier 2017

**150 défenseur.e.s des droits humains,
à Paris, les 29, 30 et 31 octobre 2018.**
**Espace Niemeyer et Théâtre national
de Chaillot.**

SOMMAIRE

I. Le sommet mondial des défenseur.e.s des droits humains 2018

II. Vingt ans plus tard. Les nouveaux défis des défenseur.e.s des droits humains

Le rétrécissement des espaces de la société civile

Diffamation et dénigrement : l'impact des discours de haine

Droits à la terre, droits environnementaux et droits des peuples autochtones

Les menaces spécifiques liées au genre

En quelques chiffres

III. Temps forts du sommet

IV. 150 défenseur.e.s des droits humains à Paris

V. Organismes et ressources

VI. Informations pratiques



**Global Voices
of Resistance
and Change**

I. LE SOMMET MONDIAL DES DÉFENSEUR.E.S DES DROITS HUMAINS 2018

Il y a vingt ans, les Nations unies franchissaient une étape cruciale pour les droits humains. En décembre 1998, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Déclaration sur les défenseur.e.s des droits humains reconnaissant alors pour la première fois le statut de défenseur.e des droits humains (DDH) et leur rôle crucial pour la construction d'un monde plus juste. Ce texte affirmait également la nécessité pour chacun d'entre eux d'être protégé par des lois, soutenu dans son action, accompagné dans sa lutte pour la défense des droits humains.

Vingt ans après, du 29 au 31 octobre 2018, un second sommet mondial des défenseur.e.s des droits humains est organisé à Paris par une coalition d'organisations de défense des droits humains : Amnesty International, Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Service international pour les droits de l'homme (ISHR), ProtectDefenders.eu, FIDH, Front Line Defenders, RSF, et OMCT, avec le soutien de plus de trente-cinq organisations et réseaux de défenseur.e.s des droits humains du monde entier.

En ce 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, plus de 150 DDH du monde entier, des acteurs de la société civile, représentants de gouvernements, d'institutions et du secteur privé sont invités à réfléchir ensemble aux nouveaux enjeux et défis de la protection des droits humains. Malgré certaines avancées depuis 1998, les DDH sont de plus en plus victimes d'attaques, de surveillance, d'actes de harcèlement et d'intimidation, de disparition forcée, ou sont même assassinés simplement pour avoir défendus les droits de tous. Le sommet mondial des défenseur.e.s des droits humains rendra hommage au courage des DDH, engagés au quotidien pour les droits humains, la justice, les libertés et l'égalité. Il sera aussi l'occasion d'aborder les nouveaux défis auxquels ils font face et d'exiger des États et des acteurs économiques (entreprises, institutions financières internationales) qu'elles prennent pleinement leur responsabilité de promouvoir et protéger les DDH en leur garantissant un environnement sûr pour leur travail.

Qu'est-ce qu'un défenseur des droits humains (DDH)?

Conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme et à d'autres normes internationales en la matière, un.e défenseur.e des droits humains est une personne qui, individuellement ou en association avec d'autres, agit pour la défense et/ou la promotion des droits humains au niveau local, national, régional ou international, sans recourir à la haine, à la discrimination ou à la violence, ni en faire l'apologie. Les défenseur.e.s des droits humains viennent de tous les horizons ; il peut s'agir de journalistes, d'avocats, de professionnels de la santé, d'enseignants, de syndicalistes, de lanceurs d'alerte, de paysans ou encore de victimes ou de proches de victimes d'atteintes aux droits humains. Ils peuvent mener leurs activités de défense des droits humains dans le cadre de leur profession ou en dehors, à titre bénévole.

UN SOMMET POUR...

DRESSER LE BILAN

depuis la signature du premier texte reconnaissant le rôle indispensable des défenseur.e.s des droits humains.

En 1998, à l'occasion des 50 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un premier sommet des défenseur.e.s des droits humains était organisé par Amnesty International, ATD Quart monde, la FIDH et France Libertés à Paris. Du 8 au 11 décembre 1998, le sommet a réuni plus de 300 défenseur.e.s des droits humains venus du monde entier. Ensemble, ils ont défini les conditions nécessaires à la protection et au renforcement du travail des défenseur.e.s des droits humains. À l'issue du sommet, les participants ont adopté un « cahier de doléances », appelée « Déclaration de Paris », ainsi qu'un plan d'action pour les années à venir. La même année, l'Assemblée générale des Nations unies a réaffirmé les principes de liberté et de justice en adoptant la « Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus ». Plus connue sous le nom de Déclaration des Nations unies sur les défenseur.e.s des droits de l'homme, elle reconnaît le rôle crucial des acteurs de la société civile dans la défense des droits humains. Elle affirme également la responsabilité des États de mettre en œuvre et de respecter l'ensemble de ses dispositions, et en particulier leur devoir de protéger les défenseur.e.s des risques et menaces auxquels leur travail les expose.

Depuis lors, les soutiens aux DDH se sont élargis et un espace institutionnel s'est ouvert pour aborder leurs problèmes spécifiques, notamment via la création du mandat de rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Le sommet de 1998 a contribué à dessiner un monde dans lequel un large éventail d'institutions, de fondations et d'organisations soutiennent les DDH et reconnaissent l'importance de leur travail pour un monde plus juste.



RÉAFFIRMER

la nécessité de protéger celles et ceux qui se battent pour les droits de tous et leur assurer un environnement favorable pour mener leur action.

Aujourd'hui, la présence de défenseur.e.s des droits humains partout dans le monde, y compris dans les régions les plus hostiles, et les succès qu'ils rencontrent dans leur travail sont un marqueur indéniable d'avancées positives depuis 1998.

En revanche, si l'évolution du travail pour les droits humains est incontestable, les défenseur.e.s sont aussi de plus en plus victimes d'attaques, de harcèlements et d'intimidations, de disparitions forcées et d'assassinats (on dénombre au moins 312 défenseurs tués en 2017). Ces menaces et attaques s'inscrivent dans un contexte de discours hostiles aux DDH, décrits comme des criminels, indésirables, terroristes ou ennemis du développement. Les conflits et la peur sont de plus en plus utilisés pour répandre la violence et les divisions ainsi que pour réduire la société civile au silence.

Le mouvement des DDH se trouve aujourd'hui confronté à un niveau de persécution et de répression inédit.



© REUTERS / Jorge Cabrera

PROMOUVOIR

le travail des défenseur.e.s des droits humains dans un contexte de plus en plus hostile.

En vingt ans, les menaces contre les DDH ont pris de nouvelles formes : harcèlement en ligne, dénigrement public, persécutions des défenseur.e.s des droits à la terre, identité réelle ou supposée prise pour cible, surveillance, etc. Face à l'ampleur des réactions adverses et violentes que subissent actuellement les DDH, le sommet constituera une plateforme internationale qui permettra aux DDH de faire entendre leurs voix, de travailler sur les stratégies et les actions à venir et de lancer un appel à la communauté internationale et à ses acteurs dans toute leur diversité afin qu'ils renforcent considérablement leur engagement pour la protection des DDH et la promotion de leur travail, partout dans le monde.

EXIGER

l'engagement pérenne des États pour la protection des défenseur.e.s des droits humains.

À l'issue des trois jours de sommet, les DDH présents proposeront un plan d'action concret aux États et autres acteurs dirigeants. Ces derniers seront amenés à annoncer publiquement leurs engagements en faveur des DDH et les mesures concrètes prises pour mieux les protéger et pour créer un environnement plus propice à leur travail partout dans le monde. Si les menaces contre les DDH prennent de nouvelles formes et sont de plus en plus répandues dans les discours publics, les États et institutions doivent résolument s'engager pour que leur travail soit reconnu et défendu.

« Cela veut dire beaucoup pour les personnes opprimées de savoir qu'elles ne sont pas seules. Ne laissez jamais personne vous dire que ce que vous faites est insignifiant. »

Desmond Tutu, défenseur sud-africain des droits civiques

II. VINGT ANS PLUS TARD. LES NOUVEAUX DÉFIS DU COMBAT POUR LES DROITS HUMAINS

Vingt ans après le premier sommet mondial des défenseurs des droits humains, les évolutions récentes des sociétés ont des impacts désastreux sur le travail des défenseur.e.s des droits humains. Gouvernements, entreprises et autres acteurs puissants harcèlent, espionnent, emprisonnent, torturent et tuent les DDH, simplement pour avoir défendu ce qui est juste. Le sommet sera l'occasion d'analyser ces nouvelles tendances, dramatiques pour celles et ceux qui se battent pour les droits de tous, et de définir de nouveaux paradigmes pour les années à venir.

Le rétrécissement des espaces de la société civile

Partout dans le monde, les organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits humains sont confrontées à des menaces sans précédent en raison de cadres juridiques et politiques de plus en plus répressifs dans leur pays, une tendance couramment appelée « rétrécissement de l'espace de la société civile ». On assiste ainsi depuis plusieurs années à la criminalisation croissante des défenseur.e.s des droits humains, par le biais de lois attaquant frontalement les droits à la liberté d'opinion, d'expression, d'association et de rassemblement pacifique. Sans ces libertés, l'engagement pour les droits est en effet rendu très difficile, voire impossible.

Suite aux résultats d'élections récentes dans des pays qui défendaient traditionnellement les DDH, il est à craindre que ce phénomène ne s'aggrave considérablement dans les années à venir. En parallèle, au niveau international, les États, pourtant fer de lance de la construction durant les dernières décennies d'un cadre universel pour la protection des droits humains, tendent à se désengager.

Quelques défenseur.e.s des droits humains sur cette thématique

Andras Kadar – Hongrie

Aya Hijazi – Égypte

Fredrick Etoori Ekakoro – Ouganda

Kirill Koroteev – Fédération de Russie

Nurcan Baysal – Turquie

Yahya Al-Assiri – Arabie saoudite

Diffamation et dénigrement : l'impact des discours de haine

Étroitement liés aux rétrécissements progressifs des espaces de la société civile, des campagnes de diffamation à l'encontre des DDH se multiplient, dénigrant leur travail et les présentant comme des ennemis de l'intérieur, des agents de l'étranger, des obstacles au développement, des dépravés, des agitateurs ou encore des terroristes.

Ces dernières années ont vu croître les discours de dénigrement et de rejet du travail des défenseur.e.s des droits humains, attaqué.e.s également pour ce qu'ils sont (genre, minorité, etc.). Peu à peu, le terme de droits humains semble prendre une tonalité négative, orchestrée par les discours toxiques de dirigeants politiques ou de personnalités puissantes.

Quelques défenseur.e.s des droits humains sur cette thématique

Anielle Franco – Brésil

Aida Baijumanova – Kirghizstan

Bochra Belhaj Hmida – Tunisie

Han Hui Hui – Singapour

Matthew Caruana Galizia – Malte

Nada Kiswanson – Israël Territoires

Palestiens Occupés

Omar Ali Ewado – Djibouti

Reda Fhelboom – Libye

Sarit Michaeli – Israël-OPT

Vilma Nunez – Nicaragua,



Nassera Dutour

© Amnesty International

Droits à la terre, droits environnementaux et droits des peuples autochtones

Depuis la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme de 1998, selon Frontline Defenders, près de 3 500 DDH ont été tués à travers le monde, dont 821 entre 2014 et 2017. En 2017, 67 % des DDH assassinés étaient engagés dans la défense des droits fonciers, environnementaux et autochtones et 79 % originaires de six pays : Brésil, Colombie, Guatemala, Honduras, Mexique et Philippines. La grande majorité de ces cas a fait l'objet d'une enquête peu approfondie, et peu d'auteurs ont été traduits en justice. Les rapports d'ONG locales ou internationales identifient plusieurs causes profondes : l'impunité, la corruption, la collusion entre États et entreprises, le manque d'enquêtes efficaces, le manque de responsabilité et le manque de protection efficace des DDH en danger.

Quelques défenseur.e.s des droits humains sur cette thématique

Cristina Palabay – Philippines

Christophe Yanuwana Tapoka

Pierre – Guyane

Gustavo Castro – Mexique / Honduras

Lolita Chavez – Guatemala

Musa Usman Ndamba – Cameroun

Policarpo Sanchez – Pérou

Pranom Samwong – Thaïlande

Yaku Perez – Equateur

Les menaces spécifiques liées au genre

Les femmes défenseures des droits humains en général et les défenseur.e.s travaillant sur les droits des femmes ou sur des sujets liés au genre sont souvent plus exposés en raison de leur genre, en particulier lorsqu'ils remettent en question des normes sociales. Les défenseures des droits humains et des droits des femmes font l'objet de formes spécifiques de violences liées au genre, en plus des attaques dont les autres défenseurs sont victimes, notamment de violences sexuelles et de campagnes de diffamation stéréotypées liées à leur identité en tant que femmes. Par ailleurs, beaucoup d'entre elles subissent des pressions supplémentaires au sein de leur famille et de leur communauté si leur militantisme ou leurs activités publiques sont perçus comme contraires aux normes ou aux stéréotypes relatifs au genre, auxquels elles sont censées se conformer.

Les défenseur.e.s des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) subissent des agressions tant en raison de leur identité que de leur action : ces personnes peuvent être prises pour cibles pour leur orientation sexuelle ou leur identité de genre réelle ou perçue, ainsi que pour avoir défendu des droits liés au genre et à la sexualité.

Quelques défenseur.e.s des droits humains sur cette thématique

Anielle Franco – Brésil

Anny Modi – République Démocratique du Congo

Aizhan Kadralieva – Kirgyzstan

Nedhal Al-Salman – Bahrein

Noira Candelo Riascos – Colombie

Phylesha Brown-Acton – Nouvelle Zélande



© REUTERS / Amit Dave

En quelques chiffres

3500 : le nombre de défenseur.e.s des droits humains ayant été assassiné.e.s dans le monde depuis l'adoption de la Déclaration sur les DDH en 1998.

312 : le nombre de défenseur.e.s des droits humains assassiné.e.s en 2017, selon Front Line Defenders. La tendance ne cesse de s'aggraver. Selon l'organisation, 136 défenseurs ont été tués en 2014, 156 en 2015 et 281 en 2016.

Amérique : région la plus meurtrière pour les défenseur.e.s des droits humains ces dernières années. Plus de la moitié des personnes tuées en 2015 et plus des trois quarts des personnes assassinées en 2016 se trouvaient sur le continent américain, selon Front Line Defenders.

106 : le nombre de défenseur.e.s des droits humains tué.e.s en Colombie en 2017, selon l'ONG colombienne Somos Defensores. La tendance ne cesse de se détériorer. Un total de 80 cas ont été documentés en 2016 par la même organisation.

66 : le nombre de défenseur.e.s des droits humains tué.e.s au Brésil en 2016, selon le Comité brésilien des défenseurs des droits de l'homme. Un total de 58 défenseur.e.s ont été tué.e.s entre janvier et août 2017, principalement représentants des peuples autochtones, des travailleurs ruraux sans terres et d'autres personnes travaillant sur des questions relatives à la terre, au territoire et à l'environnement.

49 % : selon Front Line Defenders, 49 % des défenseur.e.s des droits humains tué.e.s en 2016 travaillaient sur des questions foncières, territoriales et environnementales.

48 : le nombre de journalistes tué.e.s dans le monde en 2016 selon le Committee to Protect Journalists.

8 % : le pourcentage de cas documentés de meurtres de journalistes qui ont été résolus, selon l'Unesco.

III. TEMPS FORTS DU SOMMET

La liste complète des intervenants sera bientôt disponible.

Lundi 29 octobre – de 09h30 à 12h15

Cérémonie d'ouverture I Espace Niemeyer

Cérémonie animée par Nawal Maghafi, journaliste à la BBC

A l'heure où certains gouvernements, des entreprises et d'autres acteurs puissants harcèlent, espionnent, emprisonnent et torturent les défenseur.e.s des droits humains, la cérémonie d'ouverture du sommet mondial des défenseur.e.s des droits humains sera l'occasion de faire le bilan des vingt dernières années et d'aborder les nombreux défis et priorités à venir.

Un panel de DDH des différents continents permettra de revenir sur la diversité et les succès de leurs luttes, ainsi que sur les évolutions des tendances et techniques de répression auxquelles ils sont confrontés depuis la Déclaration sur les défenseur.e.s des droits humains de 1998. En dépit de nombreux succès et du développement de systèmes de protection, les DDH continuent d'être plus exposés que jamais. La cérémonie d'ouverture sera également l'occasion de lancer un appel des DDH et des organisations présentes aux gouvernements.

INTERVENANTS En présence de représentants des Nations unies et de l'Union européenne

Alice Mogwe – Secrétaire générale de la FIDH

Bochra Belhaj Hmida – Avocate spécialisée dans la défense des droits humains, co-fondatrice de l'Association des femmes démocrates tunisiennes, préside actuellement la commission des libertés individuelles et de l'égalité.

Kirill Koroteev – Avocat, directeur juridique du Centre des droits humains Memorial basé à Moscou, Fédération de Russie.

Kumi Naidoo – Secrétaire général d'Amnesty International

Vilma Nunez – Fondatrice et présidente du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH). Figure de la lutte pour les droits humains en Amérique latine, présente en 1998 au premier sommet des Défenseurs des droits humains.

Lundi 29 octobre, de 14h45 à 18h30

Enjeux régionaux I Espace Niemeyer

De 14h45 à 16h30 : quatre sessions parallèles seront consacrées aux enjeux et spécificités régionales dans la défense des droits humains en Afrique, Amérique, Asie, Europe et Moyen-Orient (sessions fermées).

De 17h00 à 18h30 : session plénière // Retour sur les sessions régionales et discussion sur les mécanismes de protection des défenseur.e.s des droits humains en présence du rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des DDH (session ouverte sur accréditation).

Mardi 30 octobre, de 9h00 à 12h30 puis de 14h30 à 18h30

Sessions thématiques et enjeux stratégiques pour les vingt prochaines années | Espace Niemeyer

De 9h00 à 10h00 : session plénière sur les défis actuels et à venir pour les DDH (session ouverte sur accréditation).

De 10h30 à 12h30 et de 14h30 à 16h00 : quatre sessions thématiques de travail dédiées au rétrécissement de l'espace de la société civile ; au développement d'un contre-discours face au dénigrement des DDH ; aux attaques physiques contre les défenseur.e.s des droits à la terre, de l'environnement et des peuples autochtones ; aux risques spécifiques liés au genre (sessions fermées).

De 16h30 à 18h30 : session plénière // Discussion sur la question de la solidarité avec et entre défenseur.e.s des droits humains et notamment la question des réseaux de solidarité (session ouverte sur accréditation).

Mercredi 31 octobre, de 9h30 à 12h30

Adoption du plan d'action | Espace Niemeyer

Adoption en session plénière du plan d'action par les DDH présents (session ouverte sur accréditation)

De 14h00 à 16h00 | Parvis des droits de l'homme : Une action ouverte au public et aux médias rendra hommage aux défenseur.e.s des droits humains de ces soixante-dix dernières années et aux défenseur.e.s des droits humains empêchés de participer au sommet par leurs gouvernements. La mise en scène sera réalisée par la Compagnie des Passagers.

De 16h30 à 19h30

Cérémonie de clôture | Théâtre national de Chaillot

Cérémonie de clôture animée par Sylvie Brigot-Vilain, directrice générale d'Amnesty International France

En présence de représentants des institutions internationales et des gouvernements, la clôture du sommet sera le temps des engagements forts et des perspectives en faveur de la protection des DDH pour les vingt prochaines années. Les États seront amenés à s'engager fermement pour la protection des DDH et à mettre en place un plan d'action en ce sens, pour que celles et ceux qui se battent pour les droits de tous ne risquent plus leur vie.

La cérémonie de clôture se tiendra dans le Théâtre national de Chaillot, lieu emblématique de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, mais aussi hôte du premier sommet des défenseurs des droits humains en 1998.

VI. 150 DÉFENSEUR.E.S DES DROITS HUMAINS À PARIS

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Nonhle Mbuthuma
Amadiba Crisis Committee

AFRIQUE DU SUD

Sibusiso Zikode
Abahlali baseMjondolo Movement

AFRIQUE DU SUD

Phumi Mtetwa
Just Associates [JASS]

BOTSWANA

Alice Mogwe
Ditshwanelo

BURUNDI

Cyriaque Nibitegeka
Burundi Bar Association

CAMEROUN

Musa Usman Ndamba
Mbororo Social and Cultural Development Association
Musa est vice-président de Mbororo Social and Cultural Development Association, une organisation qui défend les droits humains, y compris le droit à la terre, des éleveurs nomades dans le nord-ouest du Cameroun depuis les années 1990. Le 11 mai 2018, le tribunal de première instance de Bamenda l'a condamné à six mois de prison et à payer une amende pour « diffamation ». Il a été libéré sous caution par la cour d'appel le 12 juin 2018.

CAMEROUN

Mireille Tushiminina
Center for Human Rights and Democracy in Africa

CHAD

Charbonnel Nodjigoto
Association Jeunesse pour la paix et la non-violence

CÔTE D'IVOIRE

Pédan Marthe Coulibaly
Coalition ivoirienne des défenseurs des droits humains

DJIBOUTI

Omar Ali Ewado
Ligue djiboutienne des droits de l'homme

ERYTHRÉE

Helen Kidan
Eritrean Movement of Democracy and Human Rights

ÉTHIOPIE

Yared Hailemariam
Association for Human Rights in Ethiopia

GUINÉE

Sally Bialy Sow
Association Villageois 2.0

KENYA

Faizah Hamid Madfudh
Working with vulnerable populations

KENYA

Maurine Akinyi Ochieng
NYARWEK

LIBÉRIA

Aizhan Brownell
Green Advocates International

MADAGASCAR

Ketakandriana Rafitson
Wake-up Madagascar

MAURITANIE

Balla Touré
IRA

NIGER

Halidou Moubkaila
Syndicat National SYNACEB

NIGERIA

Judith Ndukwu

OUGANDA

Fredrick Etoori Ekakoro
Transformative Leaders Africa Network

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Anny Modi
AFIA MAMA

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Fred Bauma
Lucha
Fondateur de La Lucha, un collectif citoyen qui milite depuis 2012 pour le changement démocratique en RDC, Fred est un blogueur et un activiste congolais. Accusé notamment de tentative de renversement du régime et de complot contre le chef de l'État, il a été emprisonné plus de dix-huit mois avant d'être libéré, le 29 août 2016.

SOMALIE

Omar Faruk Osman Nur
National Union of Somali Journalists

SOUDAN

Mohamed Mossaad Ali
African Centre for Justice and Peace Studies

SOUDAN

Ibrahim Mudawi
SUDO

SOUDAN DU SUD

Asan Juma
Access for All

TOGO

Ghislaine Koffi Nyaku
CACIT

ZAMBIE

Laura Miti
Alliance for Community Action

ZIMBAWBE

Thandiwe Chidavarume
Women and Land in Zimbabwe

ASIE ET PACIFIQUE

AFGHANISTAN

Shaiq Shahlla
Heela Organization

AFGHANISTAN

Parwiz Kawa
Hasht e Subh Daily

BANGLADESH

Adilur Rahman Khan
Odhikar

CAMBODGE

Sreysor Pheng
Mother Nature Cambodia

INDE

Khurram Parvez
Jammu Kashmir Coalition of Civil Society

INDE

Bondita Acharya
Women in Governance-Assam

INDE

Henri Tiphagne
People's Watch

Fondateur et directeur général de People's Watch, un département du Centre for Promotion of Social Concerns (CPSC) basé à Madras. Depuis 1995, People's Watch lutte contre les discriminations et les injustices. Engagée dans l'éducation et la formation, cette ONG a aussi pour objectif de réunir les conditions économiques et sociales favorables à l'accomplissement des valeurs et des droits humains.

INDE

Degree Prasad Chouhan
Adivasi dalit mazdoor kisan sangharsh

INDONÉSIE

Yuliana Lantipo
Tabloid Jubi

INDONÉSIE

Mario Prajna Pratama
Transhition Collective

IRAN

Leila Alikarami
Centre for Supporters of Human Rights

MALAISIE

Charles Hector
MADPET/WH4C

MALDIVES

Mushfiq Mohamed
Maldivian Democracy Network

MONGOLIE

Sukhgerel Dugersuren
OT WATCH

MYANMAR

Saw Zin Cicer
Civil Authorize Negotiate Organization

NÉPAL

Bebi Shah
The Relief Trust

NOUVELLE-ZÉLANDE

Phylesha Brown-Acton
Asia Pacific Trans Network

PAKISTAN

Hina Jilani
Advocate, Supreme Court

PAKISTAN

Naghma Iqtidar

PHILIPPINES

Cristina Palabay
Karapatan

Secrétaire générale de Karapatan, un collectif d'individus, de groupes et d'associations de protection et de promotion des droits humains aux Philippines. Elle est également membre d'un comité d'organisation pour l'Asia Pacific Forum on Women, Law and Development et participe à une campagne mondiale visant à mettre un terme aux assassinats de défenseurs des droits humains.

PHILIPPINES

Joanna Patricia Kintanar Cariño
Cordillera Peoples Alliance

PHILIPPINES

Cio Datuwata
MPPM

SINGAPOUR

Han Hui Hui
Empowering Singaporeans

SRI LANKA

Herman Kumara
NAFSO

THAÏLANDE

Pranom (Bee) Samwong
Protection international et APWLD

VIETNAM

Dai Nguyen Van
Brotherhood For Democracy

EUROPE

ALLEMAGNE

Dolkun Isa
World Uyghur Congress

ALLEMAGNE

Philipp Külker
Jugend Rettet e.V.

ARMÉNIE

Karen Ohanjanyan
Nagorno-Karabakh Committee of « Helsinki Initiative-92 »

ARMÉNIE

Artak Kirakosyan
Civil Society Institute

AZERBAIDJAN

Rasul Jufarov
Human Rights Club

BÉLARUS

Ales Bialiatski
Human Rights Center "Viasna"

BOSNIA & HERZEGOVINA

Abida Pehiliic
Association "Novi put"

CHYPRE

Faika Deniz Pasha
Platform for Struggle for Women Held in Captivity

FRANCE

Sophie Beau
SOS MEDITERRANÉE France

GÉORGIE

Ucha Nanuashvili
Human Rights Center

HONGRIE

András Kádár
The Helsinki Hungarian Committee

KAZAKSTAN

Gulzada Serzhan
Feminita

KIRGHIZSTAN

Aizhan Kadralieva
LABRYS

KYRGYZSTAN

Aida Baijumanova
Bir Duino-Kyrgyzstan

KIRGHIZSTAN

Gulzar Diushenova

MALTE

Matthew Caruana Galizia

Matthew est journaliste et ingénieur en informatique. En 2014, il fonde le département Données & Recherches de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ). Il occupe un poste clé dans six enquêtes majeures, dont celle des « Paradise Papers » pour laquelle son département reçoit le Prix Pulitzer en 2017. Il quitte l'ICIJ en 2018 pour enquêter sur l'assassinat de sa mère Daphne Caruana Galizia, une journaliste d'investigation tuée dans l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture, en octobre 2017.

MOLDAVIE

Ion Manole
Promo-LEX

OUZBÉKISTAN

Shuhrat Ganiev
RU/Humanitarian Law Centre

POLOGNE

Krystyna Kacpura
ASTRA Network

ROUMANIE

Eniko Vincze
Foundation Desire

ROYAUME-UNI

Maria Munir
Stonewall

RUSSIE

Irina Maslova
Silver Rose

RUSSIE

Kirill Koroteev
Human Rights Centre "Memorial"

TURKEMÉNISTAN

Farid Tukhbatullin
Turkmen Initiative for Human Rights

TURQUIE

Nurcan Baysal

Journaliste à Diyarbakir, dans la partie kurde de la Turquie. Son travail de documentation des violations des droits humains dans sa région en font la cible des nationalistes, des sympathisants et des groupes pro-gouvernementaux. En janvier 2018, elle a été détenue après avoir envoyé des tweets en faveur de la paix, condamnant l'incursion militaire turque à Afrin. En février 2018, elle a été condamnée à dix mois de prison pour un article écrit en 2016, qui critiquait l'opération militaire à Cizre.

UKRAINE

Emil Kurbedinov
Crimean solidarity

UKRAINE

Oleksandra Matviichuk
Center for Civil Liberties

UKRAINE

Vitalina Koval

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

ALGÉRIE

Nassera Dutour

Collectif des familles de disparus en Algérie

ALGÉRIE

Meziane Abane

ARABIE SAOUDITE

Yahya Al-Assiri

ALQST for Human Rights

BAHREÏN

Nedhal Al-Salman

Bahrain Centre for Human Rights

ÉGYPTE

Aya Hijazi

Belady Foundation, An Island For Humanity

ÉGYPTE

Mohamed Ahmed

Borders Centre for Development Studies and Human Rights

ÉGYPTE

Kal Naga

IRAK

Khalid Ibrahim

« Sous l'ancienne dictature, j'ai été privé de mes droits humains les plus élémentaires. Aussi, lorsque j'ai fui mon pays, j'ai décidé d'œuvrer pour un Irak libre et, finalement, pour les droits humains partout dans le monde ».

Khalid a travaillé dix ans à Dublin (République d'Irlande) pour Frontline Defenders où il était chargé des droits humains au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il codirige aujourd'hui le Gulf Centre for Human Rights, une ONG spécialisée dans le soutien et la protection des défenseurs des droits humains (journalistes indépendants, blogueurs, juristes, etc.).

IRAK

Rohza Mohammed Gharib

Civil Development Organization

ISRAËL / TPO

Sarit Michaeli

B'Tselem - The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories

ISRAËL / TPO

Raji Al Sourani

Palestinian Centre for Human Rights

KOWEIT

Nawaf Alhendal

LIBAN

Joseph Aoun

LIBYE

Reda Fhelboom

Libyan Journalists Independent Syndicate

LIBYE

Laila El Maghrbi

Tanweer Mouvement

MAROC

Saadia Drissi Amrani

Association démocratique des Femmes du Maroc

MAROC

Jamila Sayouri

Association Adala pour le droit à un procès équitable

OMAN

Habiba Al-Hinai

Omani Association for Human Rights

SYRIE

Maria Al Abdeh

Women Now for Development

Directrice générale de Women Now for Development (WND), un grand réseau d'organisations de femmes en Syrie et dans les pays voisins. Spécialiste du féminisme islamique et des droits des femmes dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, elle a participé à de nombreuses campagnes et conférences pour relayer les voix des femmes les plus vulnérables auprès des médias, des militants et des responsables politiques.

SYRIE

Abdullah Al Khatib

TUNISIE

Bassem Trifi

Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme

TUNISIE

Bohra Belhaj Hmida

Association des femmes démocrates tunisiennes

AMÉRIQUES

ARGENTINE

Georgina Orellano

Asociación de Mujeres Meretrices

BRÉSIL

Geovani Krenak

Peuple Krenak

BRÉSIL

Antonia Melo

Xingu Vivo

BRÉSIL

Anielle Franco et Monica Benicio

« Tant que nous en aurons la force, nous réclamerons la justice en occupant la rue et l'espace public. Ma sœur était une résistante et c'est que nous continuerons d'être jusqu'au bout ».

Anielle est la sœur de Marielle Franco, une femme politique assassinée avec son chauffeur à Rio de Janeiro, le 14 mars 2018. Cette militante des droits humains avait consacré sa vie au combat pour les droits des personnes les plus marginalisées, au nombre desquelles figurent les jeunes noirs vivant dans les favelas, les femmes et les personnes LGBTI. Ses assassins courent toujours. Monica était la compagne de Marielle Franco dont elle poursuit le combat.

CHILI

Paulina Acevedo

Observatorio Ciudadano

COLOMBIE

Noira Candelo Riascos

Cococauca (Consejos Comunitarios y Organizaciones de Base del Pueblo Negro de la Costa Pacífica en Cauca)

COLOMBIE

Renzo Alexander García Parra

Comité Ambiental en Defensa de la Vida

COLOMBIE

David Ravelo Crespo

Comite Permanente para la Defensa de los Derechos Humanos

EL SALVADOR

Andrea Ayala

Esmules

EQUATEUR

Yaku Perez

CAOI / ECUARUNARI

ÉTATS-UNIS

Eva Lewis

The I Project

GUATEMALA

José Bó Mo

Resistencia de Cahabón

GUATEMALA

Claudia Samayoa

Unidad de Protección a Defensoras y Defensores

GUATEMALA

Aura Lolita Chávez Ixcaquic

Consejo de Pueblos K'iche's

Présidente du Consejo de Pueblos K'iche por la Defensa de la Vida, Madre Naturaleza, Tierra y Territorio (CPK). Le CPK mène des actions collectives contre les atteintes aux droits humains liées à l'expansion de l'industrie minière, de l'industrie forestière, des centrales hydroélectriques et de l'industrie agro-alimentaire lorsque cette expansion se fait sans le consentement préalable, éclairé et libre des populations concernées.

GUYANE

Christophe Yanuwana Tapoka Pierre

Jeunesse autochtone de Guyane

HAÏTI

Fritznél Pierre

Comité pour la paix et le développement

HONDURAS

Martinez Suani

Centro Hondureño de promoción para el Desarrollo Comunitario

HONDURAS

Donny Reyes

Asociación LGTB Arcoiris

HONDURAS

Miriam Maradiaga Miranda

Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH

MEXIQUE

Gustavo Castro

OTROS MUNDOS A.C./CHIAPAS

NICARAGUA

Vilma Núñez de Escorcía

Centro Nicaragüense de los Derechos Humanos – CENIDH

NICARAGUA

Felix Maradiaga

Instituto de Estudios Estratégicos y Políticas Públicas

PARAGUAY

Mirta Moragas

Red contra toda forma de discriminación

PÉROU

Policarpo Sánchez Rodriguez

Federacion de Comunidades Nativas del Ucayali y Afluentes - FECOAU

VENEZUELA

Mercedes De Freitas

Transparencia Venezuela

V. ORGANISATEURS ET RESSOURCES

ORGANISATEURS DU SOMMET

Amnesty International

Créée en 1961, Amnesty International est un mouvement mondial et indépendant de plus de 7 millions de membres et sympathisants qui œuvrent pour le respect, la défense et la promotion de tous les droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Amnesty International a reçu le prix Nobel de la paix en 1977.

<https://www.amnesty.org>

Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Fondée il y a plus de trente-cinq ans, AWID est une organisation féministe mondiale qui consacre ses efforts à la justice de genre, au développement durable et aux droits humains des femmes. AWID compte actuellement plus de 5 000 membres, individuels et institutionnels, venant de 164 pays.

<https://www.awid.org/fr>

Service international pour les droits de l'homme (ISHR)

ISHR a été fondé en 1984 avec deux objectifs : soutenir les défenseurs des droits humains ; faire des recommandations en vue de rendre plus efficaces les lois et les institutions de défense des droits humains. Au cours des trente dernières années, ISHR a fortement contribué concevoir et à construire le système mondial des droits humains ainsi qu'à soutenir et à renforcer les mouvements régionaux et internationaux des droits humains.

<https://www.ishr.ch/>

ProtectDefenders.eu

ProtectDefenders.eu est le mécanisme européen pour les défenseurs des droits humains. Il a été créé afin de protéger les défenseurs en danger, qui sont confrontés à des situations extrêmement difficiles dans le monde entier. ProtectDefenders.eu est une initiative menée par un consortium constitué de douze ONG actives dans la protection des défenseurs des droits humains.

<https://protectdefenders.eu>

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)

La FIDH est une ONG internationale de défense des droits humains créée en 1922. Elle regroupe 184 organisations nationales de défense des droits humains dans 112 pays. La FIDH est engagée dans la défense de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

<https://www.fidh.org/fr/>

Front Line Defenders

Front Line Defenders a été fondée à Dublin en 2001 avec pour objectif de protéger les défenseurs des droits humains en danger, c'est-à-dire les personnes qui agissent de façon non violente pour que soient respectés un ou plusieurs droits garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Front Line Defenders vise à subvenir aux besoins identifiés par les défenseurs eux-mêmes en matière de protection.

<https://www.frontlinedefenders.org/fr>

Reporters sans frontières (RSF)

Fondée en 1985 en France par quatre journalistes, RSF est devenue une organisation leader dans le monde pour la défense et la promotion de la liberté de l'information. Ses sections à l'étranger, ses bureaux dans dix villes et son réseau de correspondants dans 130 pays lui confèrent une forte capacité de mobilisation et d'interpellation, ainsi qu'une influence sur le terrain comme dans les ministères et les enceintes où sont rédigées les normes sur la presse et Internet.

<https://rsf.org/>

Organisation mondiale contre la torture (OMCT)

Créée en 1985, l'OMCT constitue aujourd'hui la principale coalition internationale d'ONG luttant contre la torture, les exécutions sommaires, les disparitions forcées et tout autre traitement cruel, inhumain ou dégradant. Avec près de 300 organisations affiliées dans le monde à son réseau SOS-Torture et plusieurs dizaines de milliers de correspondants dans tous les pays, l'OMCT est le plus important réseau d'organisations non gouvernementales actives dans la protection et la promotion des droits de l'homme dans le monde.

<http://www.omct.org/fr/>

RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

Mémorial des défenseurs des droits humains :

<https://hrdmemorial.org/fr/news/>

Observatoire pour la protection des défenseurs des droits humains :

<https://www.fidh.org/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/L-OBSERVATOIRE-POUR-LA-PROTECTION,4628>

VI. INFORMATIONS PRESSE

Une conférence de presse se tiendra le lundi 29 octobre, à 12h30, à l'espace Niemeyer, en présence de personnalités et de défenseur.e.s des droits humains.

Pour y assister, merci de nous contacter à l'adresse suivante :

press@hrdworldsummit.org

ACCREDITATIONS

Le nombre d'accréditations pour les sessions plénières étant limité, merci de vous inscrire, en spécifiant la session à laquelle vous souhaitez participer au plus vite auprès de :

press@hrdworldsummit.org

Note : les sessions parallèles de travail ne sont pas accessibles aux journalistes, mais seront toutes accompagnées de sessions plénières ouvertes. Les cérémonies d'ouverture et de clôture sont également ouvertes sur demande d'accréditation.

L'intégralité des sessions sera retransmise en direct sur grand écran dans le hall de l'espace Niemeyer.

Les sessions seront également accessibles en streaming à ce lien :

<https://hrdworldsummit.org>

DÉFENSEUR.E.S DES DROITS HUMAINS

Pour retrouver l'intégralité de la délégation des défenseurs des droits humains présents :

<https://hrdworldsummit.org/the-human-rights-defenders/#profiles>

DOCUMENTS PRESSE

L'intégralité des documents pour la presse sont accessibles à ce lien :

<https://hrdworldsummit.org/media>

Des biographies et photos des défenseur.e.s présent.e.s sont disponibles sur demande.

LES LIEUX

ESPACE NIEMEYER

2 place du Colonel Fabien, 75019 Paris

<http://espace-niemeyer.fr>

Accès : métro ligne 2, arrêt Colonel Fabien

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

1 Place du Trocadéro, 75016 Paris

<https://www.theatre-chaillot.fr/fr/humains>

Accès : métro lignes 6 et 9, arrêt Trocadéro

CONTACTS PRESSE

Médias francophones :

spresse@amnesty.fr

00 33 6 76 94 37 05

Médias internationaux :

press@hrdworldsummit.org

01 53 38 66 00 / 06 76 94 37 05



Le Sommet mondial des défenseur.e.s des droits humains 2018, organisé du 29 au 31 octobre à Paris, célébrera les progrès réalisés en matière de protection des défenseur.e.s des droits humains (DDH), depuis la signature de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, le 11 décembre 1998. Il sera également l'occasion pour les DDH de réfléchir collectivement aux défis actuels et à venir.

A l'issue de trois jours de débats entre défenseur.e.s des droits humains, institutionnels et membres de la société civile, les États seront invités réaffirmer leur engagement pour une meilleure protection des défenseur.e.s des droits humains à travers l'adoption d'un plan d'action visant à garantir un environnement de travail favorable pour les DDH dans les années à venir.

Le sommet est organisé par une coalition de huit organisations :



En collaboration avec plus de trente organisations et réseaux de défenseur.e.s des droits humains du monde entier :

ESCR - Net

ILGA

Urgent Action Fund

Protection International

Peace Brigades International

EMHRF

Coalition of Human Rights in Development

EuroMed Rights

Trocaire

ATD Quart Monde

France Libertés

CIVICUS

CAHR – University of York

DefendDefenders EHAHRDP

Forum Asia

Justice and Peace

Gulf Centre for Human Rights

JASS (Just Associates)

Norwegian Human Rights Fund

CCFD - Terre Solidaire

HIVOS

Plataforma Internacional Contra la Impunidad

Tournons la page

Civil Rights Defenders

Article 19

Cairo Institute for Human Rights Studies

The Fund for Global Human Rights

APWLD

International Land Coalition

IM-Defensoras

WHRD MENA Coalition

Transparency International

Nobel Women's Initiative

Global Witness

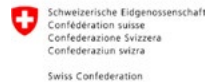
Avec le soutien financier de :



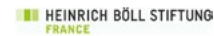
Co-funded by the European Union



Gobierno de Cataluña



Swiss Confederation



Avec le soutien de :



Partenaires médias :

